



Distribution: générale

Date: 21 février 2017

Original: anglais

Point 13 de l'ordre du jour

WFP/EB.1/2017/13/Rev.1

Questions diverses

**Pour information**

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

## **Rapport sur la visite du Conseil d'administration du PAM en Équateur**

Une équipe composée de membres du Conseil d'administration s'est rendue en Équateur du 26 novembre au 2 décembre 2016 aux fins suivantes: observer les opérations de terrain conduites par le PAM et le rôle joué par celui-ci en tant que partenaire du Gouvernement et participant à l'équipe de pays des Nations Unies; mieux comprendre la mise en œuvre des politiques et des stratégies du PAM sur le terrain, en particulier ses modalités de collaboration avec le Gouvernement s'agissant de fournir une assistance alimentaire; étudier la programmation et l'exécution des programmes; et examiner avec les homologues gouvernementaux et non gouvernementaux à tous les niveaux l'impact des programmes du PAM. L'équipe a plus particulièrement examiné les approches globales adoptées, la gestion décentralisée des opérations du PAM sur le terrain et les réponses données aux problèmes d'apparition récente et aux situations en pleine évolution.

Le présent rapport expose les conclusions de l'équipe, en soulignant les possibilités liées au plan stratégique de pays (PSP) présenté antérieurement lors de la session et en suggérant des moyens d'élaborer, à partir des activités menées par le PAM en Équateur, des enseignements susceptibles d'être utiles à d'autres opérations menées dans la région ou ailleurs dans le monde.

L'équipe a globalement conclu ce qui suit: le PAM contribue à étoffer les capacités de l'Équateur à sauver des vies et à renforcer la résilience, de nombreuses façons et dans certaines zones géographiques. Le PSP devrait faire une large place à une stratégie de retrait soigneusement planifiée, prévoyant le transfert des responsabilités aux instances locales/nationales.

### **Adaptation climatique – Sécurité alimentaire**

1. Le 28 novembre 2016, l'équipe du Conseil a effectué une visite au réservoir d'eau construit pour et avec la communauté de Tabacundo, au nord de Quito, dans le cadre du projet de renforcement de la résilience des communautés face aux effets néfastes du changement climatique sur la sécurité alimentaire (FORECCSA).
2. Le réservoir permet à la communauté d'améliorer sa production végétale en garantissant la disponibilité de l'eau toute l'année, avec une assistance technique fournie conjointement par les ministères de l'environnement et de l'agriculture, les collectivités locales de la province de

#### **Coordonnatrice responsable:**

Mme H. Spanos  
Secrétaire du Conseil d'administration  
Division du Secrétariat du Conseil d'administration  
tél.: 066513-2603

Pichincha et le PAM. Les autorités locales ont indiqué que le PAM jouait un rôle essentiel car il réduisait la fracture existant entre les échelons local et national de la gouvernance en Équateur.

3. Les réactions de l'équipe du Conseil quant à ce projet ont été mitigées, certains membres estimant qu'il constituait un élément justifié du programme du PAM dans un pays à revenu intermédiaire tel que l'Équateur, et d'autres membres étant préoccupés par le fait que ce type de projet tendait à être financé par des contributions des fonds de financement commun ou nécessitait la mobilisation de fonds bilatéraux par le bureau de pays dans le cadre d'une collaboration directe avec des donateurs non habituels. Un autre point faisant débat tenait au fait que tandis que la nouvelle feuille de route intégrée du PAM mettait l'accent sur le respect des principes humanitaires d'indépendance et de neutralité, les projets pouvaient aussi – ou plutôt – être alignés sur les principes de développement, en fonction du pays ou du contexte considéré. Ainsi, dans le cas du projet de développement FORECCSA, qui cible 500 communautés dans 50 paroisses, les bénéficiaires avaient été sélectionnés compte tenu de leur vulnérabilité et à la lumière des résultats de deux études menées avant la conception du projet. Cette question mérite de faire l'objet d'un suivi par le Conseil à mesure que les plans stratégiques de pays sont mis en place.

### ***Axes de réflexion***

- L'Équateur étant un pays à revenu intermédiaire, il convient de s'interroger sur la nécessité de prévoir une stratégie de retrait pour un grand nombre des projets conduits par le PAM dans ce pays.
- Lorsqu'un plan stratégique de pays est élaboré, qui finance les études sous-tendant l'examen stratégique national Faim zéro?
- Pendant l'intervention ayant fait suite au séisme, il se peut que la collaboration entre les organismes des Nations Unies n'ait pas conduit à attribuer parfaitement leur rôle traditionnel aux différents organismes, mais la coopération entre le PAM et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) n'en a pas moins été solide. Au fil de son évolution, la structure du PSP devrait être suffisamment souple pour faire une place à des rôles et des moyens qui soient adaptés au contexte du pays ou de la région, tirent parti des avantages comparatifs du PAM et présentent un bon rapport coût-efficacité.
- En ce qui concerne la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome, il est fréquent que le Directeur du Bureau du PAM en Équateur assume également cette responsabilité pour l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui ne dispose pas de personnel recruté sur le plan international en Équateur. Les deux organismes ont dirigé conjointement le module de l'alimentation pendant l'intervention ayant fait suite au séisme. L'équipe du Conseil a appris que le Fonds international de développement agricole (FIDA) n'avait pas de bureau en Équateur mais menait des projets dans le pays. En conséquence, il est encore possible de renforcer la collaboration entre les organismes ayant leur siège à Rome et d'optimiser les efforts collectifs des organismes des Nations Unies intervenant dans le domaine de la sécurité alimentaire en Équateur.

### **Alimentation scolaire**

4. L'équipe du Conseil s'est rendue dans l'école Manuel Freile Larrea à Magdalena, Zuleta, afin d'examiner un programme d'éducation et de promotion en matière de santé conduit dans une école avec la participation de la communauté. Dans le cadre du programme, le PAM fournit une assistance alimentaire visant à améliorer l'alimentation des enfants des familles les plus vulnérables, notamment les familles déplacées à l'intérieur du pays. Les repas scolaires apportent un tiers des besoins énergétiques quotidiens des enfants. Le PAM fournit des fonds au moyen de transferts de type monétaire versés aux collectivités locales ou directement aux producteurs. Ces transferts sont complétés par des ressources provenant des collectivités locales.
5. Outre la distribution de repas scolaires, l'alimentation scolaire comporte des activités d'éducation en matière d'hygiène destinées aux enfants. Pour qu'ils comprennent mieux la qualité, l'intérêt pour la santé, et la valeur nutritionnelle de leurs aliments, les élèves participent à l'élaboration des menus hebdomadaires. Une part importante de leur éducation en matière de nutrition consiste

à aménager et cultiver un jardin scolaire, une activité parfaitement cohérente avec les programmes publics sociaux tels que celui intitulé "Grandir avec nos enfants".

6. Au niveau national, les activités de repas scolaires sont orientées et coordonnées par le Ministère de l'éducation. Le programme du PAM est exécuté en coopération avec ce ministère et en étroite collaboration avec les organisations paysannes. Le programme d'alimentation scolaire suppose la participation des communautés locales et la plupart des aliments distribués sont produits localement, ce qui contribue à assurer aux agriculteurs locaux un revenu régulier. Indirectement, le PAM aide les exploitants agricoles à accéder plus facilement à d'autres acheteurs institutionnels, tels que les écoles maternelles et les hôpitaux, et aux marchés régionaux et locaux. En conséquence, il a été rapporté que les agriculteurs concernés deviennent plus autonomes, avec une production plus durable sur le plan économique. Les activités du PAM sont harmonisées et coordonnées avec les programmes du Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de l'aquaculture et de la pêche.
7. En accord avec le Ministère de l'éducation, le PAM prévoit de transférer la responsabilité du programme de repas scolaires aux autorités nationales en 2019.
8. À Imbabura, l'équipe du Conseil a visité diverses installations liées à la fourniture de repas scolaires, notamment un entrepôt destiné au stockage des produits alimentaires et à la préparation des repas. La visite a permis de dialoguer avec les parents et les enseignants sur la mise en œuvre du programme et la confection des repas, et avec le préfet d'Imbabura sur la coordination et les activités conjointes. Il a aussi été possible de consulter des représentants du Ministère de l'éducation en ce qui concerne la coordination des activités d'alimentation scolaire dans les zones frontalières du Nord.

### **Mille premiers jours**

9. Dans la province d'Imbabura, l'équipe du Conseil a rencontré la Ministre coordinatrice du développement social, Gabriela Rosero, et a observé des activités de formation sur l'alimentation et sur la nutrition familiale ainsi que la distribution de l'assistance alimentaire dans un centre communautaire. La Ministre a distribué un manuel intitulé *Paso a Paso* relatif à la nutrition saine, et a participé, avec la Présidente du Conseil et le Directeur de pays du PAM en Équateur, à une conférence de presse sur la façon dont le PAM et le ministère collaborent en vue d'améliorer l'état nutritionnel des familles.
10. Pour vaincre la malnutrition, le Gouvernement équatorien œuvre avec le PAM et d'autres organismes des Nations Unies dans le cadre du projet pilote relatif aux 1 000 premiers jours mis en œuvre à Imbabura. Cette initiative intégrée facilite l'accès à des aliments nutritifs et bons pour la santé qui sont produits localement par des associations de petits agriculteurs. L'initiative internationale relative aux 1 000 premiers jours vise à promouvoir une accélération de la lutte contre la malnutrition en misant sur la prévention fondée sur des activités destinées aux femmes enceintes et aux mères allaitantes ainsi qu'à leurs enfants, pendant la grossesse et les premières années de vie des enfants.
11. La plupart des participants à la formation sur la nutrition observée par l'équipe du Conseil étaient des femmes enceintes et des mères de jeunes enfants marginalisées sur le plan économique, qui recevaient un enseignement sur l'intérêt de l'allaitement maternel pendant deux ans et d'une alimentation saine pour les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants. Les formateurs profitaient également de cette occasion pour faire passer des messages sur la santé et souligner qu'il était important de respecter le programme de vaccination des enfants. À la fin de la session, les participants recevaient de la part de la Ministre, de gros sacs de produits alimentaires et un manuel relatif à la nutrition.
12. L'équipe a ensuite rendu visite à deux petites agricultrices qui fournissent des produits horticoles destinés au programme de nutrition et s'est rendue dans une installation/un entrepôt de distribution où les vivres provenant des petits producteurs sont triés et distribués aux écoles ou aux points de distribution tels que le centre communautaire visité précédemment.
13. L'équipe a jugé qu'il s'agissait d'une expérience particulièrement instructive s'agissant d'observer tous les liens à l'intérieur d'un programme de nutrition, depuis les producteurs locaux jusqu'au groupe cible final. Cependant, si on leur demandait leur avis, les membres de l'équipe

feraient valoir l'importance de la participation des hommes et de l'ensemble de la famille aux activités relatives à la nutrition et recommanderaient de distribuer des quantités moins importantes de vivres pour que les femmes puissent les transporter plus facilement. Cela donnerait aux femmes des occasions d'apprentissage plus fréquentes et plus efficaces et abrégerait la période de stockage des aliments. Comme l'a noté le personnel du bureau de pays du PAM en Équateur, la promotion d'habitudes alimentaires saines au sein d'une famille ne relève pas seulement de la responsabilité de la mère, mais des deux parents.

### **Réfugiés et recours aux transferts de type monétaire**

14. Dans le cadre de sa mission, l'équipe du Conseil s'est rendue à San Lorenzo dans le nord de l'Équateur, où le PAM apporte une assistance à plus de 650 réfugiés par mois. Selon le HCR, l'Équateur accueille plus de 60 000 réfugiés, dont 57 000 en provenance de la Colombie. Entre 1989 et 2016, plus de 230 000 personnes, provenant pour la plupart de Colombie, ont demandé l'asile en Équateur.
15. Le PAM fournit aux réfugiés une aide mensuelle sous la forme de bons électroniques, qu'ils peuvent utiliser pour acheter des produits alimentaires dans des épiceries. Les nouveaux arrivants reçoivent l'équivalent de 25 dollars pour chaque membre de la famille, et les ménages des autres types de populations vulnérables reçoivent de 20 à 60 dollars selon la taille du ménage. L'apport de cette aide est subordonné à la participation des bénéficiaires à la formation sur la nutrition. Le PAM sélectionne à dessein de petits magasins pour ce programme, plutôt que de grandes enseignes, afin de stimuler l'économie locale.
16. Au cours de la visite, l'équipe du Conseil a eu la possibilité d'interagir avec des réfugiés dans un centre commercial – Mendoza's Small Market – où ces derniers reçoivent leurs rations alimentaires mensuelles sous la forme de bons électroniques. L'équipe a observé comment les réfugiés obtenaient des produits alimentaires sur présentation de leur carte électronique, laquelle était vérifiée par le commerçant. Il convient de mentionner que les produits achetés étaient frais et nutritifs et qu'une partie d'entre eux était produite localement.
17. L'équipe du Conseil a interrogé des réfugiés et d'autres bénéficiaires, dont beaucoup avaient des récits traumatisants à raconter. Plusieurs femmes réfugiées avaient été victimes de viol ou d'autres formes de harcèlement et de violence sexuels.
18. À l'issue du processus de distribution, l'équipe du Conseil a noté que l'emploi des bons électroniques était transparent et efficace, et que les bénéficiaires étaient en mesure de pourvoir à leurs besoins nutritionnels – l'un des principaux objectifs du programme. Les réfugiés se sont déclarés très satisfaits de l'appui apporté par le PAM.
19. Le maire de San Lorenzo, Gustavo Samaniego, a organisé un déjeuner au cours duquel il a remercié le PAM et ses partenaires, notamment le Gouvernement équatorien, du travail remarquable qu'ils accomplissaient auprès des réfugiés dans sa province. Il a exhorté le PAM à continuer de fournir un appui et de s'associer à d'autres acteurs au sein de partenariats.
20. L'équipe s'est ensuite rendue chez une femme réfugiée vivant avec son deuxième mari, ses cinq filles et fils à sa charge et trois enfants de son premier mariage ainsi que leur famille, dans des conditions difficiles, notamment un logement ouvert sans protection contre les moustiques. Cette bénéficiaire a confié qu'elle se sentait plus en sécurité en Équateur que dans son pays d'origine, la Colombie. Elle trouvait le changement d'alimentation difficile, mais elle remerciait le PAM de lui donner la possibilité de bénéficier d'une formation en matière de nutrition, qui s'était traduite pour elle-même et sa famille par de nouvelles habitudes alimentaires.
21. L'équipe a également rencontré des représentants du HCR et de HIAS (anciennement Hebrew Immigrant Aid Society), deux organisations travaillant en collaboration avec le PAM auprès des réfugiés installés à Esmeraldas, dans le nord de l'Équateur. Les deux représentants étaient satisfaits du partenariat avec le PAM, notamment au niveau local. Chacun a rendu hommage au PAM pour son aptitude à intervenir rapidement et en plusieurs endroits avant l'arrivée des autres organisations, y compris les pouvoirs publics.

22. L'équipe du Conseil a visité le centre d'accueil Buen Pastor Shelter qui est géré conjointement par le HCR, HIAS et le PAM et est voué à l'hébergement des réfugiés fraîchement arrivés. Dans le centre, le représentant de HIAS a exposé à l'équipe les activités de formation offertes aux réfugiés, notamment pour la création de micro-entreprises.
23. L'équipe a également entendu le témoignage d'une jeune réfugiée, arrivée au centre quelques jours plus tôt. Elle avait été victime de violences sexistes et avait fui la Colombie avec sa fille. Aujourd'hui une réfugiée à l'avenir incertain, elle restait toutefois optimiste quant à la réalisation de son rêve de devenir médecin.
24. L'équipe du Conseil a été rassurée d'apprendre du HCR qu'aucune ressource n'avait été détournée des réfugiés pour faire face à la situation d'urgence liée au tremblement de terre. Malgré les progrès du processus de paix en Colombie, un grand nombre de réfugiés qui se sont entretenus avec l'équipe n'ont exprimé aucune intention de rentrer rapidement dans leur pays. Certains réfugiés, arrivés depuis peu, ont indiqué avec véhémence ne pouvoir retourner chez eux, en raison du conflit en cours, du danger qu'ils percevaient et de la violence qu'ils avaient déjà subie.
25. L'équipe a noté avec satisfaction que la collaboration entre le bureau de pays du PAM et le HCR était visible et opérationnelle, le PAM appuyant le modèle de reclassement du HCR, grâce auquel les réfugiés reçoivent une assistance technique et psychosociale qui facilite leur intégration dans la société équatorienne. Le PAM contribue à assurer la sécurité alimentaire des réfugiés et le HCR s'occupe de la formation et des moyens d'existence.
26. L'équipe a pris note de la réponse concrète donnée par le Gouvernement au problème des réfugiés.

### **Recommandation**

27. Il faut s'efforcer d'établir des partenariats avec d'autres organismes ou des services des gouvernements hôtes spécialisés dans la lutte contre la violence sexiste et la mise en œuvre de programmes axés sur la santé de la procréation, car il semblerait que les jeunes femmes réfugiées en particulier en aient besoin, or cela ne fait pas partie des domaines de compétences spécialisées du PAM.

### **Séisme en Équateur**

28. Le 16 avril, un tremblement de terre de magnitude 7,8 a frappé la côte septentrionale de l'Équateur, faisant au moins 663 morts et 9 disparus. En outre, 113 personnes ont été retirées vivantes des décombres et de nombreux bâtiments, dont plus de 560 écoles, ont été endommagés ou détruits. Le Gouvernement a déclaré l'état d'exception et d'urgence nationale dans les provinces suivantes: Esmeraldas, Guayas, Los Ríos, Manabí, Santa Elena et Santo Domingo. À la demande du Gouvernement, le PAM a activé une intervention d'urgence de niveau 2.
29. L'équipe a voyagé de Mompiche à Pedernales City, l'une des villes les plus touchées par le séisme. L'adjoint au maire de la ville a accompagné les membres de l'équipe pour leur montrer les dégâts causés par le tremblement de terre et leur expliquer la façon dont le PAM et d'autres organisations étaient venus en aide à la population locale. L'équipe a également rencontré des représentants du Ministère de l'économie et de l'inclusion sociale ainsi que des collectivités locales de Pedernales avant de se rendre à Manta City, dans la zone la plus durement frappée. Les membres de l'équipe se sont entretenus avec des représentants des autorités locales et se sont rendus chez deux bénéficiaires pour apprendre comment le PAM et le système public de protection sociale apportaient une assistance aux victimes du séisme. L'équipe s'est également penchée sur les activités conjointes du PAM et du Gouvernement et sur la façon dont le PAM achemine son assistance par l'intermédiaire du système national de protection sociale – l'un des plus grands atouts de cette intervention d'urgence était que le travail se faisait par l'intermédiaire de systèmes locaux/nationaux, qui sont particulièrement importants compte tenu du statut de pays à revenu intermédiaire de l'Équateur.

30. Compte tenu de ses visites dans les zones sinistrées et de ses entretiens avec le personnel du PAM, des autorités locales et des organisations non gouvernementales (ONG), l'équipe a conclu que le PAM avait mené une intervention complète dans les zones frappées par le séisme, et travaillait en collaboration avec les administrations nationales et locales pour mettre en place des filets de sécurité et des systèmes de protection sociale nationaux plus réactifs en cas de choc.
31. Le personnel du bureau de pays a indiqué que l'équipe du PAM chargée de l'évaluation de la sécurité alimentaire dans la situation d'urgence avait conclu que les deux tiers de la population étaient touchés par le séisme et couraient un risque grave d'insécurité alimentaire. Les pénuries de denrées alimentaires, d'eau potable et d'assistance médicale étaient plus marquées dans les zones les plus touchées.
32. Suite à la demande d'assistance présentée par le Gouvernement, le 22 avril, le PAM a lancé une opération d'urgence prévue jusqu'en décembre 2016 et une opération spéciale axée sur la logistique prévue sur une période de trois mois allant d'avril à juillet 2016. Dans le cadre de l'opération d'urgence, le PAM a distribué dans les 72 heures une assistance alimentaire à plus de 105 000 personnes, dans les abris, les hôpitaux et les communautés. Au titre du plan de reconstruction lancé par le Gouvernement, le PAM a abandonné l'assistance en nature et mis en place des transferts de type monétaire, en fournissant à chaque ménage l'équivalent de 100 dollars par mois par l'intermédiaire de la plateforme publique de filets de sécurité.
33. Les transferts de type monétaire fournis à des fins d'assistance alimentaire dans les provinces de Manabí et d'Esmeraldas représentent la première fois où le PAM emploie les transferts monétaires en faveur des ménages vulnérables lors d'une intervention d'urgence en Amérique latine. Le Gouvernement a apprécié cette contribution et il collabore avec le PAM pour assurer le suivi de l'apport de l'assistance sous cette forme, qui facilite l'accès des personnes touchées à une alimentation nutritive et renforce les perspectives d'amélioration de leurs moyens d'existence.
34. Le PAM a établi trois centres logistiques à Pedernales, Manta et Quito. Avec 4 800 m<sup>2</sup> de surface de stockage et de travail, ces centres ont permis d'entreposer plus de 2 700 m<sup>3</sup> de fournitures humanitaires à l'intention de 13 organisations, notamment les sociétés nationale et internationale de la Croix-Rouge, International Medical Corps, Action contre la faim, Save the Children, le Gouvernement équatorien et des organismes des Nations Unies. Les services de stockage de matériel d'urgence étaient mis à la disposition de tous les acteurs humanitaires gratuitement. Le PAM a également ouvert deux bureaux de terrain temporaires à Pedernales et à Manta et a nommé une équipe chargée de suivre les opérations dans ces bureaux. Dans le cadre de l'intervention d'urgence, le PAM a transféré au Gouvernement la responsabilité des activités relevant de l'opération spéciale ainsi que des infrastructures et du matériel connexes, afin de renforcer l'aptitude des parties prenantes nationales à faire face à des situations d'urgence.
35. L'équipe du Conseil a entendu comment un partenariat fructueux entre le PAM et le Ministère de l'inclusion sociale et économique permettait de renforcer des filets de sécurité réactifs face aux chocs et d'améliorer les outils et les techniques associés aux interventions d'urgence. Les organismes des Nations Unies, les ONG et les institutions publiques nationales et locales concernés par l'assistance humanitaire ont travaillé dans le cadre de partenariats et de mécanismes de coordination efficaces au service de l'intervention d'urgence. Le PAM était le chef de file dans le secteur de la logistique et il dirigeait conjointement avec la FAO le secteur de la sécurité alimentaire.
36. L'équipe s'est félicitée d'entendre de la bouche des bénéficiaires qu'ils étaient très satisfaits du rôle joué par le personnel du PAM après le séisme, à Pedernales et à Manta. Les membres de l'équipe ont salué l'assistance humanitaire fournie par l'équipe du PAM en Équateur pendant l'intervention ayant fait suite au tremblement de terre.

## Réunion avec l'équipe de pays des Nations Unies

37. Le 2 décembre, à Quito, l'équipe a tenu une réunion avec le Coordonnateur résident des Nations Unies et des représentants des organismes des Nations Unies présents en Équateur: la FAO, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le HCR, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et ONU-Femmes.
38. Le **Coordonnateur résident** a souligné les progrès sociaux considérables accomplis en Équateur, avec un taux de pauvreté divisé par deux ces dernières années. L'Équateur avait atteint la plupart des objectifs du Millénaire pour le développement, à l'exception des objectifs liés à la mortalité maternelle et à la malnutrition infantile chronique. Le Gouvernement avait harmonisé son nouveau Plan national de développement avec les objectifs de développement durable (ODD) et le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement. Sous les auspices du Président Correa, le Gouvernement avait rétabli l'autorité et les fonctions de l'État, mais la mise en œuvre de son grand programme de modernisation avait quelque peu rogné les libertés civiles. Avec les élections prévues en février 2017, l'incertitude politique contribuait à exacerber les problèmes économiques, associés au ralentissement de la croissance économique, et la peur de la récession. Pour les Nations Unies, la question essentielle était de savoir comment éviter de perdre les acquis. Le séisme d'avril 2016 avait fait évoluer les vues du Gouvernement sur la coopération internationale. Le Coordonnateur régional a exprimé sa gratitude à tous les partenaires pour leur intervention après le séisme. Il a fait observer que l'Équateur ne faisait pas partie des pays concernés par l'initiative "Unis dans l'action" mais que les opérations conduites par les organismes des Nations Unies dans le pays illustraient de nombreux aspects de cette initiative, même s'il fallait encore améliorer les stratégies de coopération. S'agissant de la situation actuelle en Équateur, il a attiré l'attention sur les signes préoccupants observés au cours du dernier trimestre, la dégradation de la situation de l'économie suscitant des inquiétudes quant aux incidences négatives sur la pauvreté, le travail des enfants et les inégalités qui pénalisent en particulier les populations autochtones, les femmes, les enfants et les populations rurales.
39. Le représentant du **HCR** a exposé la situation des réfugiés en Équateur et a évoqué le "modèle de reclassement" utilisé pour faciliter l'intégration des réfugiés. Le Gouvernement avait repris la responsabilité de la détermination du statut de réfugié tandis que le HCR veillait au respect des principes humanitaires et des normes internationales. Avec la menace de crise économique, les opérations d'appui aux réfugiés devaient être réduites, alors que les besoins persistaient. Les ressources affectées aux réfugiés provenaient du Fonds central pour les interventions d'urgence, de fonds de réserve et du secteur privé. Le principal problème tenait à la façon dont un pays à revenu intermédiaire tel que l'Équateur pouvait mobiliser des financements.
40. Le représentant de l'**UNICEF** a déclaré que le risque de retour en arrière était réel, avec des niveaux alarmants de différentes formes de violence souvent liées aux inégalités. Les grossesses chez les adolescentes étaient courantes. Des progrès avaient été accomplis s'agissant d'améliorer l'accès au système d'éducation, mais les taux d'abandon étaient élevés et la qualité de l'éducation peu satisfaisante. La malnutrition chronique demeurait préoccupante et la prévalence du retard de croissance dans le pays était de 26 pour cent chez les enfants de moins de 5 ans, l'un des taux les plus élevés de la région. L'UNICEF s'attachait à établir des collaborations fructueuses avec les autres organismes des Nations Unies et à s'attaquer aux problèmes en travaillant avec certains ministères.
41. **ONU-Femmes** mettait l'accent sur la promotion des droits des femmes, en s'efforçant de réduire les violences sexistes et en se penchant sur les questions liées à la non rémunération des travaux domestiques assurés par les femmes, mais se heurtait à un manque de financement. Les domaines de coopération possibles avec les autres organismes concernaient notamment la problématique hommes-femmes dans le contexte du changement climatique ou dans le domaine de la nutrition.

42. Le représentant du **PNUD** a fait valoir que les autorités nationales étaient faiblement impliquées dans la coopération internationale, un problème auquel on était confronté au niveau local. Le PNUD fournissait une assistance technique et assurait des activités de développement des capacités aux niveaux local et national, en privilégiant les jeunes et les femmes. Le PNUD estimait que les organismes n'étaient guère en concurrence pour les financements.
43. La **FAO** était représentée par le représentant de l'UNICEF, qui a souligné que l'expérience en matière de programmation conjointe était positive, notamment quand le PAM et la FAO étaient partenaires dans un programme. Le PAM et la FAO dirigeaient conjointement le module de l'alimentation. Le FIDA n'était pas représenté en Équateur.
44. Le représentant du **FNUAP** a expressément rappelé qu'il fallait harmoniser les programmes de développement et les programmes humanitaires.
45. Le représentant de l'**OIM** a évoqué le projet de son organisation visant à appuyer la mobilité des rapatriés à la frontière septentrionale de l'Équateur.

### **Réunion avec le Gouvernement équatorien**

46. Le 2 décembre 2016 à Quito, les participants à la visite de terrain du Conseil ont tenu une réunion finale avec les ministères associés à l'exécution des activités.
47. La **Ministre coordinatrice du développement social**, Gabriela Rosero, a présenté un résumé des dix années de travail fructueux de l'actuel gouvernement et a mis l'accent sur son action après le séisme d'avril 2016. Elle a souligné l'importance de la coopération technique, du partage des expériences et de la mise à profit du savoir-faire respectif de chaque organisme des Nations Unies, et a fait observer que le PAM jouait un rôle fondamental dans ce pays à revenu intermédiaire. Associée à de petites initiatives locales, l'assistance fournie par le PAM pourrait devenir plus durable. Maria Fernanda Franco, Conseillère pour la coopération internationale, a insisté sur le fait que l'alimentation et la nutrition étaient importantes pour les enfants et a félicité le PAM pour les activités qu'il menait dans ce domaine. Elle a mentionné le rôle essentiel joué par le PAM dans le secteur de la logistique d'urgence. Se référant à la nature multidimensionnelle de la pauvreté, elle a expressément rappelé qu'il fallait renforcer les programmes de protection sociale.
48. La **Ministre de l'inclusion économique et sociale**, Lídice Larrea, a évoqué les bons alimentaires utilisés par le PAM, qui pourraient être combinés à des bons concernant d'autres besoins tels que le logement ou à des bons de location. Elle a fait valoir l'ampleur des besoins d'assistance dans le pays et a déclaré que l'amélioration de l'accès à l'éducation et aux soins de santé constituait un moyen de s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté.
49. Au nom du **Ministère des relations extérieures et de la mobilité humaine**, la Vice-Ministre pour la mobilité humaine, Esther Cuesta, et le Directeur des affaires des Nations Unies, Patricio Troya, ont exprimé leur reconnaissance pour l'action du PAM.
50. La **Secrétaire technique de la gestion des risques**, Evelyne Jaramillo, a évoqué l'importance de la préparation aux catastrophes, qui devait être préventive et non réactive, et a souligné la contribution du PAM à l'action du Gouvernement ainsi que l'importance et le rôle de la coopération internationale dans la perspective de la mise en œuvre du Cadre d'action de Sendai et de la réalisation des ODD.
51. La Secrétaire adjointe du **Ministère de l'environnement**, Maria Victoria Chirboga, a fait état du projet relatif au changement climatique et à la sécurité alimentaire qui est financé par le Fonds pour l'adaptation au changement climatique à titre d'initiative pilote en Équateur, et a décrit ses liens avec le Ministère de l'agriculture, le Ministère de l'environnement et les collectivités locales. Elle a également déclaré qu'il était important d'intégrer les questions d'égalité hommes-femmes dans la gestion des programmes.
52. La **Ministre de la santé publique**, Margarita Guevara, a remercié le PAM pour sa remarquable collaboration.

53. La Sous-Secrétaire à l'administration scolaire du **Ministère de l'éducation**, Maribel Guerrero, a fait valoir l'importance du programme de repas scolaires du PAM.
54. La Directrice du pré-investissement pour la coopération nationale et internationale du **Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de l'aquaculture et de la pêche**, Sharian Lopez, a mentionné le projet relatif à la sécurité alimentaire et à la nutrition mené à Imbabura.
55. De la part du **Secrétariat technique de la coopération internationale**, le Secrétaire technique, Rubén Flores, a évoqué la collaboration du PAM avec le Gouvernement en indiquant qu'elle était conforme à la stratégie de coopération internationale du pays.
56. Globalement, les représentants des pouvoirs publics se sont félicités des activités et de l'esprit de collaboration du PAM en Équateur.

**Liste des sigles utilisés dans le présent document**

PSP	plan stratégique de pays
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
ONG	organisation non gouvernementale
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
FORECCSA	projet de renforcement de la résilience des communautés face aux effets néfastes du changement climatique sur la sécurité alimentaire
HIAS	anciennement Hebrew Immigrant Aid Society
OIM	Organisation internationale pour les migrations